

Ensemble vers de nouveaux et ambitieux défis

En 16 ans, nous avons fait ensemble des progrès inespérés pour mettre fin au fléau des MGF, et la méthode utilisée pendant toute la campagne a fonctionné.

Quand la mobilisation d'hommes et de femmes parvient à transformer une revendication de liberté en un droit acquis, alors les citoyens ont la possibilité d'en revendiquer l'application en tant que droit national.

Les institutions peuvent essayer de s'y opposer, et elles continueront à le faire dans le futur. Mais une liberté protégée par une loi devient un droit exigible, et nous pouvons les obliger à céder, et à s'adapter.

Aujourd'hui nous vous demandons d'être avec nous dans ce nouveau et plus ambitieux défi. Nous sommes prêts. Nous espérons que vous l'êtes aussi.

Soutenez No Peace Without Justice pour la promotion des droits humains des femmes et des filles dans le monde entier.

Par virement bancaire C/C n. 2472

à Non c'è Pace Senza Giustizia

Banca di Credito Cooperativo di Roma

IBAN IT 24 E 08327 03221 000000002472

BIC/SWIFT ROMAITRR

Par carte de crédit ou Paypal

à l'adresse **www.npwj.org**

Les principales bailleurs de fonds ayant soutenu la campagne contre les MGF de No Peace Without Justice sont:

la Commission Européenne, la CEA, l'UNICEF, ONU Femmes, le FNUAP, l'UNOPS, la Banque Mondiale, l'OMS; le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération italien, le Gouvernement de l'Autriche, le Gouvernement de la Belgique, le Gouvernement des Pays Bas, l'Agencede Coopération canadienne CIDA/GESP, l'Agence de Coopération Internationale Allemande (GIZ), le Gouvernement de la France, le Gouvernement de la Norvège, le Gouvernement de la Suède, l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement AECID-FIAPP, l'Agence des États-Unis pour le Développement Mondial (USAID);

la Région de Basilicata, la Région d'Emilie Romagne, la Région du Lazio, la Région du Piémont, la Région des Pouilles, la Province de Rome, la Province de Milan, la Province de Turin, la Commune de La Spezia, la Commune de Rome, la Commune de Terni;

CARE International, Enel Cuore, la Fondation Elsa Peretti, la FATE Foundation, la Fondation Ferrero, la Mo Ibrahim Foundation, la Fondation des Trois Cultures de la Méditerranée, Fidelity Charitable, l'Open Society Foundations, l'Open Society Institute, Plan International, Save the Children Sénégal, le Sigrid Rausing Trust, OHCHR-WARO, White & Case;

L'ENI, FENDI, Italcementi, Haifa Fahoum Al Kaylani, Suez Cement, Vorwerk Folletto.



No Peace Without Justice is an international non-governmental organisation born of a campaign of the Transnational Radical Party and is now constituent association and a member of the Senate of the Nonviolent Radical Party Transnational and Transparty, an NGO with General (Category I) consultative status at the United Nations ECOSOC.



Ce que coûtent les droits des femmes

Ils coûtent tout d'abord engagement, courage et persévérance. Les droits humains des femmes doivent être défendus sans relâche, favorisés et encouragés jusqu'à ce qu'ils deviennent un acquis définitif, protégés et défendus au fil du temps. Car ces droits ne sont pas immuables et sans un renforcement des conventions sociales et des normes juridiques égalitaires entre hommes et femmes, tout progrès risquerait de se retrouver vide de sens. Et souvent, s'engager pour les droits humains des femmes comporte aussi des risques. Partout dans le monde, ceux qui se battent pour des questions de genre ont conscience qu'ils risquent leur liberté, l'ignominie voire même leur vie.

La Campagne contre les MGF en a été pendant longtemps un exemple, et l'un des résultats de l'adoption de la Résolution sur l'interdiction universelle des MGF auxquels nous sommes parvenus, a précisément été de donner une légitimité aux activistes, jusque-là accusées d'être "du mauvais côté".

Enfin, dernier élément et non des moindres, cette campagne n'a pas été sans coût financier. Une campagne sur les droits humains ne peut pas avoir un coût nul.

Pour la Campagne contre les MGF, No Peace Without Justice, a investi un peu plus de 7 millions d'euros depuis 2000, en réalisant des activités dans 28 pays africains et en menant une intense action de plaidoyer auprès des institutions européennes et africaines et auprès des Nations Unies.

Ce chiffre est le fruit de la volonté de gouvernements, d'organismes publics, d'entreprises et d'individus privés de contribuer à créer les conditions pour que cesse cette violence sur le corps de femmes et d'enfants. Bien sûr, cela a demandé 16 ans de travail de la part des activistes, avec notre soutien et le vôtre.

L'affirmation de la liberté et du droit contre l'oppression et l'impunité n'a jamais été immédiate, et surtout elle n'a jamais été automatique, ni nécessairement permanente.

Et encore aujourd'hui, les priorités concernant les droits humains des femmes ne sont pas si différentes de celles d'hier: le droit à l'autodétermination, la liberté d'effectuer des choix éclairés et autonomes sur leur propre parcours de vie, sur leur propre sexualité, sur si et quand avoir des enfants, si et quand se marier, le tout dans un contexte de structures et de politiques publiques qui rendent le choix équitable et réaliste.

